



RÊVER. BÂTIR. RÉUSSIR.

Rapport financier du troisième trimestre 2024

*en date du 31 décembre 2023 et pour les périodes de trois
mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2023*

Table des matières

Rapport de gestion

Préparation des renseignements financiers	3
Avertissement relatif aux états prospectifs	3
Aperçu	3
Survol de l'économie et de l'industrie agricole	3
Gestion du risque d'entreprise	5
Résultats financiers	6
Situation financière	8
Rendement par rapport au plan	10

États financiers

Déclaration de la responsabilité de la direction	11
États financiers trimestriels consolidés condensés	12
Notes complémentaires aux états financiers trimestriels consolidés condensés (non audités)	16

Pour obtenir plus de renseignements, veuillez écrire à la Communication d'entreprise à l'adresse communications@fcc-fac.ca

Rapport de gestion

Préparation des renseignements financiers

Le rapport de gestion qui suit résume la situation financière et les résultats d'exploitation de Financement agricole Canada (FAC) et a été préparé par la direction. Conformément au pouvoir que lui confère le Conseil d'administration de FAC, le Comité d'audit du Conseil a examiné le rapport de gestion et a approuvé sa diffusion le 22 février 2024. Ce rapport de gestion a été dressé conformément à la Directive du Conseil du Trésor du Canada sur les normes comptables : GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État.

Ce rapport de gestion s'appuie sur les états financiers trimestriels consolidés condensés non audités (états financiers trimestriels) de FAC au 31 décembre 2023 et pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées à cette date, et il doit être lu en parallèle avec le Rapport annuel 2023 (qui comprend les états financiers consolidés annuels audités et le rapport de gestion) ainsi que le Résumé du plan d'entreprise.¹

Avertissement relatif aux états prospectifs

Le rapport de gestion contient des renseignements financiers prospectifs fondés sur certaines hypothèses qui reflètent le plan d'action de la direction selon la conjoncture économique la plus probable. Du fait de leur nature, ces hypothèses comportent des incertitudes et des risques inhérents. Il existe donc un risque important que les résultats réels soient différents et que les écarts soient notables. Au nombre des facteurs qui pourraient causer ces écarts, il faut inclure l'évolution de la conjoncture de l'économie générale et des marchés. Les tensions inflationnistes, les taux d'intérêt et les perturbations dans les chaînes d'approvisionnement sont quelques exemples de tels changements.

Aperçu

FAC est une société d'État fédérale qui rend compte aux Canadiennes et Canadiens ainsi qu'au Parlement par l'entremise du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire. Elle offre du financement et d'autres services à plus de 102 000 clients. La société compte plus de 2 300 employés qui travaillent à partir de 103 bureaux situés principalement dans les collectivités rurales canadiennes et de notre siège social, qui se trouve à Regina, en Saskatchewan.

Survol de l'économie et de l'industrie agricole

On s'attend à ce que les secteurs agricole et agroalimentaire du Canada aient des défis à surmonter en 2024. Les coûts d'emprunt accrus ont ralenti la croissance économique mondiale, exerçant ainsi des pressions baissières sur la plupart des prix des produits agricoles. Après avoir augmenté de 3,5 % en 2023, ce qui est inférieur à l'estimation précédente de 6,6 %, les recettes monétaires agricoles devraient diminuer de 4,8 % en 2024.

La forte demande et la faible disponibilité ont fait monter la valeur des terres agricoles de 11,1 % en 2023, selon les estimations. Cependant, cette appréciation de la valeur des terres agricoles ralentira pour s'établir à 6,0 % en 2024, d'après les projections, vu la vigueur des taux d'intérêt et le recul des recettes monétaires agricoles.

En décembre 2023, le taux d'inflation annuel du Canada était de 3,4 %, ce qui dépasse la cible de 2 % de la Banque du Canada. La persistance des pressions inflationnistes indique que la pression générale sur les prix n'a pas diminué. La Banque du Canada a maintenu le taux de financement à un jour à 5,0 % en réponse aux tendances inflationnistes. Les taux d'intérêt élevés ont ralenti la croissance du PIB réel du Canada, et les projections indiquent que cette croissance restera frêle au début de 2024.

La tendance du dollar canadien est à la baisse par rapport à son homologue américain. L'essor du billet vert repose sur des perceptions de stabilité économique, sur fond de turbulences dans l'environnement géopolitique et économique actuel.

Production primaire

On estime que la production végétale canadienne totale a atteint 89,5 millions de tonnes en 2023. Il s'agit d'un déclin de 7,5 % par rapport à 2022 et d'un rendement inférieur de 2,2 % à la moyenne de cinq ans, ce qui découle en grande partie de la sécheresse ayant sévi dans l'Ouest canadien en 2023. Les recettes monétaires agricoles totales liées aux grandes cultures ont progressé de 1,8 % en 2023. La réduction de la production de céréales, d'oléagineux et de légumineuses, de même que la diminution des prix des marchandises, pourrait peser sur les recettes de fin d'année tirées des cultures pour 2024. Les projections indiquent une baisse de 13,7 %, soit la plus forte depuis 2005.

On estime que les marges des producteurs laitiers devraient prendre du mieux en 2024 par rapport à 2023 et qu'elles sont meilleures qu'au cours des dernières années, car les coûts des intrants commencent à se stabiliser. Les producteurs de l'Ouest du Canada recevront une augmentation de quota en raison de la solide demande attendue de la part des transformateurs.

¹ Ces documents peuvent être consultés à l'adresse www.fcc-fac.ca/fr/a-propos-de-FAC/gouvernance/rapports.html.

Dans l'ensemble, le secteur du bœuf a été rentable en 2023, mais les régions touchées par la sécheresse ont souffert du manque de disponibilité et du coût des aliments pour animaux. Malgré cette rentabilité, la taille du cheptel bovin a touché un creux inégalé en trois décennies au Canada, tandis que le nombre de génisses de remplacement avoisine un plancher record. Il faudra plusieurs années de bonnes conditions météorologiques et de prix élevés pour voir toute reconstitution du cheptel.

Même si la saison de croissance a été difficile partout au pays, les producteurs de pommes de terre ont enregistré une récolte record en 2023, soit une augmentation de 3,7 % par rapport aux résultats de 2022. Cette production accrue s'explique par des rendements plus élevés et par une expansion dans l'Ouest, surtout en Alberta. Dans le Canada atlantique, le nombre d'acres de pommes de terre n'a pas changé en 2023, après avoir reculé de 2,5 % en 2022, les restrictions relatives aux pommes de terre de semence restant en vigueur à l'Île-du-Prince-Édouard. Dans l'ensemble, le secteur de la pomme de terre devrait avoir été rentable en 2023, compte tenu des rendements accrus et des prix qui sont demeurés solides même s'ils ont reculé par rapport à leurs récents sommets.

En 2024, la grippe aviaire continuera à représenter une menace pour la production de volaille, et plus particulièrement de poulet, en raison de l'offre limitée d'œufs à couver qui persiste tant au Canada qu'aux États-Unis. La production de poulet s'est établie sous la tendance attendue en 2023 également à cause de l'approvisionnement limité en œufs à couver, et une situation semblable pourrait se produire en 2024. Les marges des producteurs de volaille devraient être positives tout au long de l'année 2024, malgré les difficultés.

Selon les estimations, les recettes monétaires devraient avoir monté de 13,8 % pour les légumes de serre et de 4,1 % pour les fruits frais en 2023. On s'attend à ce que la rentabilité de la production en serre demeure serrée en 2024, car les coûts des intrants et de la main-d'œuvre resteront élevés.

Dans le secteur porcin, les marges de naissance-finition étaient sous pression en 2023, en particulier dans l'Est, sous l'effet des problèmes de capacité d'abattage. Les marges projetées pour le secteur en 2024 sont positives, mais le risque de recul des marges est présent, compte tenu des tendances mondiales de la production. Aux États-Unis, les transformateurs s'adaptent à un secteur aux prises avec une offre excédentaire de porc, les producteurs se voyant ainsi dans l'obligation de réduire leur nombre de truies.

Le secteur horticole a connu une année difficile en 2023. Les périodes de températures plus froides durant l'hiver et les conditions météorologiques défavorables qui ont sévi pendant toute la période de croissance ont nui aux récoltes partout au Canada. La production de sirop d'érable a fléchi de 40 % en 2023, étant donné les mauvaises conditions de récolte au Québec, en Ontario et au Nouveau-Brunswick. Les conditions météorologiques défavorables ont aussi entraîné des difficultés dans la production de canneberges, de raisins de cuve et de pommes.

Agroentreprise et agroalimentaire

Dans le secteur de l'agroentreprise, on s'attend à ce que les pressions inflationnistes sur les prix des équipements neufs ainsi que les coûts d'emprunt accrus ralentissent les ventes d'équipements agricoles en 2024. La diminution de la production attribuable à la sécheresse qui a sévi dans l'Ouest canadien en 2023 entraînera une réduction des volumes de manutention des céréales en 2024.

Les prix des engrais ont diminué par rapport aux sommets de 2022 et devraient rester stables ou augmenter légèrement d'ici le printemps 2024. Les conditions actuelles de sécheresse dans l'Ouest peuvent avoir une incidence sur l'application et les ventes d'engrais au printemps.

Les ventes des fabricants alimentaires se sont appréciées de 6,2 % en 2023, mais l'inflation y compte pour beaucoup. Après ajustement en fonction de l'inflation, l'appréciation n'est que de 0,7 %. Les coûts des intrants ont continué à augmenter en 2023, ce qui a fait pression sur les marges bénéficiaires des fabricants. Ces tendances devraient se poursuivre en 2024.

Il y a des signes que la pénurie de main-d'œuvre commence à s'estomper, ce qui devrait contribuer à réduire les pressions exercées sur les salaires, qui ont constitué, au cours des deux dernières années, un coût important pour les fabricants de produits alimentaires.

Gestion du risque d'entreprise

FAC continue de respecter son cadre de gestion du risque d'entreprise, comme en témoignent les états financiers annuels consolidés audités de l'exercice terminé le 31 mars 2023.

La société demeure stable sur le plan financier et se trouve en bonne posture pour répondre aux besoins de l'industrie.

Un contexte de taux d'intérêt accrus peut entraîner des pressions financières sur les entreprises des secteurs agricole et agroalimentaire. La hausse des coûts d'emprunt et des obligations au titre du remboursement de la dette se répercutera sur le fonds de roulement des clients ainsi que sur leur capacité à assurer le service de la dette, en plus de retarder les investissements en immobilisations. Compte tenu des produits à taux variable et des renouvellements à venir, nous surveillons l'incidence des taux d'intérêt élevés sur les clients et sur la santé de notre portefeuille global.

Nous surveillons également les répercussions potentielles de plusieurs événements géopolitiques sur FAC et ses clients. La guerre de la Russie contre l'Ukraine se poursuit; toutefois, la hausse des prix liée à la guerre s'est stabilisée et n'est plus un facteur d'augmentation des prix dans les marchés mondiaux, y compris ceux des produits agricoles. Les exportations de céréales depuis la mer Noire se maintiennent, bien que la Russie ait cessé de participer à l'accord sur les exportations des céréales en mer Noire, chapeauté par les Nations Unies.

Le conflit à Gaza se poursuit et risque de perturber la production ou le transport de pétrole et d'autres produits s'il s'étend aux pays voisins. Les compagnies de transport maritime évitent de passer par la mer Rouge, ce qui augmente les coûts d'expédition pour les entreprises internationales. L'escalade du conflit pourrait avoir une incidence sur les prix du pétrole et des engrais, en particulier l'azote, et pourrait entraîner une hausse des prix mondiaux des engrais, ce qui réduirait les marges des producteurs.

Malgré les tensions politiques avec l'Inde, il y a quelques bonnes nouvelles sur le plan commercial pour le Canada. L'Inde a levé plusieurs restrictions à l'importation de lentilles et de pois, car l'inflation alimentaire reste endémique dans le pays et l'offre intérieure est limitée. Elle n'applique actuellement aucun droit d'importation sur les lentilles, et ce, jusqu'en mars 2025. Elle a également suspendu toutes les restrictions à l'importation de pois jusqu'au 31 mars 2024.

Résultats financiers

Notre analyse du bénéfice net consiste en une comparaison des résultats des périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2023 aux résultats des mêmes périodes terminées le 31 décembre 2022.

Bénéfice net

(en millions de dollars)	Période de trois mois terminée le 31 décembre			Période de neuf mois terminée le 31 décembre		
	2023	2022	Écart	2023	2022	Écart
Intérêts créditeurs nets	346	341	5	1 020	1 027	(7)
Charge pour pertes sur prêts	(27)	(47)	20	(54)	(87)	33
Produits autres que d'intérêt	1	11	(10)	(1)	19	(20)
Frais d'administration	(149)	(137)	(12)	(441)	(392)	(49)
Bénéfice net	171	168	3	524	567	(43)

Période de trois mois terminée le 31 décembre

Le bénéfice net est resté stable par rapport à celui de la période terminée au 31 décembre 2022. La plus forte augmentation a été la réduction de la charge pour pertes sur les prêts douteux. Davantage de prêts sont redevenus productifs, ce qui a entraîné la baisse de la provision pour pertes sur prêts et de la charge par rapport au 31 décembre 2022. Il y a eu une légère hausse des intérêts créditeurs nets en raison du volume plus élevé, car les clients ont dû emprunter pour compenser les coûts d'exploitation croissants. Nous observons une diminution des produits autres que d'intérêt, qui s'explique par des gains non réalisés sur les placements de capital-risque constatés au 31 décembre 2022 et par le fait qu'il n'y a pas eu de gains semblables constatés au 31 décembre 2023. La hausse des frais d'administration s'explique par une augmentation des salaires et des avantages sociaux découlant de postes supplémentaires et des coûts de main-d'œuvre impartie engagés pour soutenir la croissance de nos activités et mettre en œuvre des initiatives stratégiques.

Période de neuf mois terminée le 31 décembre

Le bénéfice net a reculé de 43 millions de dollars, soit une réduction de 8 % par rapport à la période terminée au 31 décembre 2022. Ce recul découle principalement de la hausse des frais d'administration qui résulte de l'ajout des postes nécessaires pour soutenir la croissance de nos activités et des coûts de main-d'œuvre impartie pour des besoins relatifs à la technologie de l'information et au soutien d'initiatives stratégiques. La baisse des produits autres que d'intérêt s'explique par des variations de rendement de nos placements en capital-risque qui se sont produites, en grande partie, sous l'effet de gains non réalisés qui ont été constatés au 31 décembre 2022 et qui ne se sont pas répétés pour la période terminée le 31 décembre 2023. Cette baisse des intérêts créditeurs nets découle d'une diminution de la marge d'intérêt nette, qui correspond à l'effet net des taux d'intérêt sur les actifs productifs d'intérêts et les passifs portant intérêt. Les baisses ont été partiellement contrebalancées par une réduction de la charge pour pertes sur prêts. Davantage de prêts sont redevenus productifs, ce qui a entraîné la réduction de la provision pour pertes sur prêts et de la charge par rapport au 31 décembre 2022.

Intérêts créditeurs nets, prêts et emprunts

Intérêts créditeurs nets

(en millions de dollars)	Période de trois mois terminée le 31 décembre	Période de neuf mois terminée le 31 décembre
	2023	2023
Augmentation (diminution) sur 12 mois des intérêts créditeurs nets attribuable à ce qui suit :		
Augmentation du volume	13	39
Diminution de la marge d'intérêt nette	(8)	(46)
Augmentation (diminution) totale des intérêts créditeurs nets	5	(7)

Période de trois mois terminée le 31 décembre

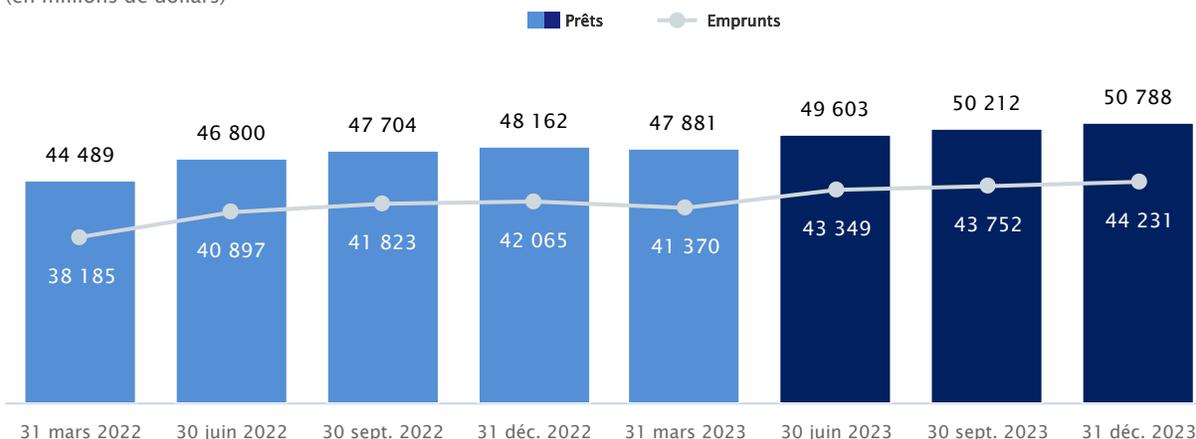
Nos actifs productifs d'intérêts ont augmenté, les clients ayant eu besoin d'emprunter pour faire face à la hausse des coûts d'exploitation, ce qui a entraîné une progression de 13 millions de dollars des volumes de prêts. La progression des volumes a été observée surtout dans nos produits de prêts à taux fixe. Elle a été contrebalancée en partie par une diminution de 8 millions de dollars de la marge d'intérêt nette, qui témoigne de l'effet net de la variation des taux d'intérêt sur les actifs productifs d'intérêts et les passifs portant intérêt.

Période de neuf mois terminée le 31 décembre

Une baisse de la marge d'intérêt nette reflétant l'effet net de la variation des taux d'intérêt sur nos actifs productifs d'intérêts et nos passifs portant intérêt a entraîné une réduction de 46 millions de dollars. Cela a été contrebalancé largement par une hausse de 39 millions de dollars du volume des actifs productifs d'intérêts, qui découle de la croissance de nos produits de prêts à taux fixe, les clients étant à la recherche de stabilité pour se protéger contre la hausse des taux d'intérêt.

Prêts et emprunts

(en millions de dollars)



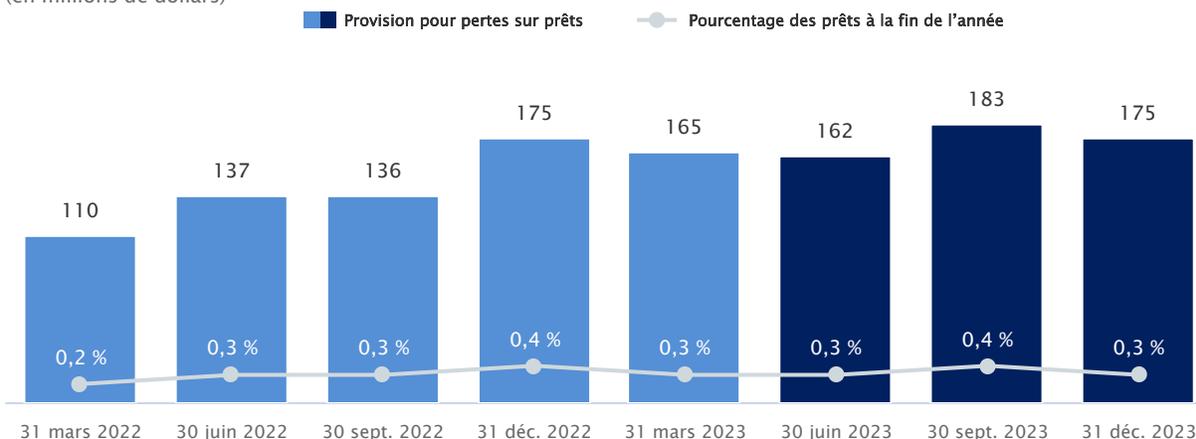
Les prêts affichent une hausse de 6,1 % depuis le 31 mars 2023. Cette hausse est attribuable aux clients ayant emprunté des montants plus importants pour mieux faire face à l'augmentation des coûts d'exploitation, ce qui a créé un besoin continu de financement. La plupart des secteurs de l'industrie et des régions géographiques ont connu une croissance, sauf l'agroentreprise, qui a reculé de 2,54 % comparativement au 31 mars 2023. Les taux d'intérêt plus élevés ont amené les clients à retarder des dépenses et des projets non essentiels, ce qui a contribué à réduire le financement dans le secteur de l'agroentreprise.

Les emprunts ont augmenté de 6,9 % depuis le 31 mars 2023 pour financer la croissance des prêts. Le financement à long terme explique la majeure partie de l'augmentation.

Charge pour pertes sur prêts et qualité du crédit

Provision pour pertes sur prêts

(en millions de dollars)



La provision pour pertes sur prêts a augmenté de 10 millions de dollars depuis le 31 mars 2023. Les augmentations de cette provision attribuables aux nouveaux prêts et à la réévaluation des prêts douteux ont été en bonne partie contrebalancées par la radiation de prêts douteux, surtout dans la composante agroalimentaire de notre portefeuille. Une baisse de la provision pour pertes sur prêts résultant des mises à jour annuelles des données qui entrent dans son calcul a aussi contribué à la diminution.

Charge pour pertes sur prêts

(en millions de dollars)	Période de trois mois terminée le 31 décembre			Période de neuf mois terminée le 31 décembre		
	2023	2022	Écart	2023	2022	Écart
Prêts douteux (stade 3)	(11)	(45)	34	(35)	(87)	52
Prêts productifs (stades 1 et 2)	(16)	(2)	(14)	(19)	-	(19)
Total de la charge pour pertes sur prêts	(27)	(47)	20	(54)	(87)	33

Période de trois mois terminée le 31 décembre

La charge pour prêts douteux a diminué, car les prêts existants qui ont cessé d'être douteux ont contribué à compenser l'incidence des prêts devenus douteux. Pour la plupart des nouveaux prêts douteux, les clients ont eu recours à des modifications de prêt en raison de difficultés financières et de prêts en retard. Au 31 décembre 2022, nous avons enregistré un nombre accru de clients ayant eu recours à des modifications de prêts en raison de difficultés financières ainsi qu'un solde plus élevé au titre de prêts en retard, ce qui a entraîné une hausse de la provision pour pertes sur prêts et de la charge pour prêts douteux.

La hausse de la charge pour prêts productifs découle de l'octroi de nouveaux prêts et de prêts changeant de statut, soit de prêts douteux à prêts productifs. Au 31 décembre 2022, la charge pour prêts productifs a été contrebalancée par l'amélioration des conditions économiques et par les prix élevés des produits, qui ont contribué à faire diminuer la provision et la charge pour pertes sur prêts.

Période de neuf mois terminée le 31 décembre

La charge pour prêts douteux a diminué, car les prêts existants qui ont cessé d'être douteux ont contribué à compenser l'incidence des prêts devenus douteux. L'incidence nette était une petite variation de la provision pour pertes sur prêts et une diminution de la charge pour prêts douteux par rapport au 31 décembre 2022.

La hausse de la charge pour prêts productifs découle de l'octroi de nouveaux prêts et de prêts changeant de statut, soit de prêts douteux à prêts productifs; toutefois, cette hausse a été partiellement contrebalancée par les mises à jour annuelles des données qui entrent dans le calcul de la provision pour pertes sur prêts, ce qui a entraîné une diminution de la provision pour pertes sur prêts. Au 31 décembre 2022, l'augmentation de la provision pour pertes sur prêts découlant de l'octroi de nouveaux prêts et des mises à jour annuelles des données utilisées dans le calcul de la provision pour pertes sur prêts a été contrebalancée par l'amélioration de la conjoncture économique et la vigueur des prix des produits.

Situation financière

(en millions de dollars)	31 décembre	31 mars	Écart
	2023	2023	
Espèces et quasi-espèces	1 446	1 782	(336)
Prêts nets	50 613	47 716	2 897
Autres	1 322	969	353
Total de l'actif	53 381	50 467	2 914
Emprunts	44 231	41 369	2 862
Autres	509	519	(10)
Total du passif	44 740	41 888	2 852
Capitaux propres	8 641	8 579	62

Espèces et quasi-espèces

(en millions de dollars)	Période de trois mois terminée le 31 décembre			Période de neuf mois terminée le 31 décembre		
	2023	2022	Écart	2023	2022	Écart
Sorties de fonds liées aux activités d'exploitation	(429)	(229)	(200)	(2 345)	(2 760)	415
Rentrées (sorties) de fonds liées aux activités de placement	15	(71)	86	(365)	(49)	(316)
Rentrées de fonds liées aux activités de financement	509	242	267	2 375	3 062	(687)
Variation des espèces et quasi-espèces	95	(58)	153	(335)	253	(588)

Période de trois mois terminée le 31 décembre

Les sorties de fonds liées aux activités d'exploitation ont augmenté, ce qui s'explique par le solde plus élevé des prêts. L'augmentation des coûts d'exploitation a entraîné une hausse des sommes empruntées pour soutenir les activités commerciales. Au 31 décembre 2022, de meilleures conditions économiques avaient permis aux clients de rembourser intégralement les soldes des prêts, alors que les taux d'intérêt commençaient à augmenter.

Les activités de placement ont produit des rentrées de fonds, en raison de l'incidence nette des liquidités tirées des placements à court terme venus à échéance, ce qui a été quelque peu atténué par les liquidités utilisées dans l'acquisition des placements. Au 31 décembre 2022, des liquidités ont été utilisées dans le cadre d'activités de placement, car la trésorerie utilisée pour acquérir les placements à court terme était supérieure à celle que les placements arrivés à échéance ont générée. Les flux de trésorerie (sorties et rentrées) liés aux activités de placement varieront selon la gestion des besoins en matière de liquidités.

Les rentrées de fonds liées aux activités de financement ont augmenté étant donné les emprunts supplémentaires contractés pour faciliter la gestion des besoins de liquidités relatifs à notre portefeuille de prêts.

Période de neuf mois terminée le 31 décembre

Les sorties de fonds liées aux activités d'exploitation ont diminué, sous l'effet principalement du déclin des décaissements, qui s'explique en grande partie par le ralentissement de la demande des clients, vu les taux d'intérêt plus élevés. Au 31 décembre 2022, la vente de notre portefeuille de crédit-bail a produit des rentrées de fonds.

Les sorties de fonds liées aux activités de placement ont augmenté, car davantage de placements à court terme ont été acquis dans un contexte où la société avait besoin de moins de liquidités pour financer les décaissements.

Les rentrées de fonds liées aux activités de financement ont diminué en raison de la diminution des emprunts requis, compte tenu des décaissements inférieurs. Pour la période terminée au 31 décembre 2022, un dividende plus élevé a été versé au gouvernement du Canada.

Prêts et emprunts

Le solde de nos prêts s'est accru, et les emprunts ont augmenté pour financer la croissance des prêts. Pour plus de détails, consultez la section sur les prêts et emprunts ci-dessus.

Autres actifs

La hausse de 353 millions de dollars du montant des autres actifs est principalement attribuable à l'accroissement des placements à court terme.

Capitaux propres

Le 30 mars 2020, FAC a reçu un apport de capitaux de 500 millions de dollars dans le cadre de l'initiative du gouvernement du Canada ciblant l'industrie agricole et agroalimentaire canadienne en réponse à la pandémie de COVID-19. Cet apport de capitaux a été remboursé en deux versements égaux de 250 millions de dollars au gouvernement du Canada les 27 juin 2022 et 2023.

Le 27 juin 2023, FAC a versé un dividende de 210 millions de dollars au gouvernement du Canada.

Rendement par rapport au plan

Principales mesures financières	Plan pour	Données
	2024 ⁽²⁾	réelles pour 2024 ⁽³⁾
Bénéfice net	714 M \$	524 M \$
Rendement des capitaux propres ⁽¹⁾	7,9 %	8,1 %
Ratio d'efficacité ⁽¹⁾	45,1 %	42,8 %
Ratio de capital total ⁽¹⁾	15,3 %	17,3 %

⁽¹⁾ Il est possible que ces mesures n'aient pas de signification uniformisée aux termes des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et ne soient pas comparables à des mesures similaires utilisées dans l'industrie. Pour obtenir de plus amples renseignements, consultez la section sur les mesures non conformes aux PCGR des états financiers annuels audités de l'exercice terminé le 31 mars 2023.

⁽²⁾ Les valeurs du plan reposent sur les résultats projetés pour la période de 12 mois terminée le 31 mars 2024.

⁽³⁾ Les données réelles (réalisations) sont fonction des résultats de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2023.

Nous ne prévoyons pas atteindre, à la fin de l'exercice, nos principales mesures financières indiquées dans le Résumé du plan d'entreprise pour la période de 2024 à 2028, à l'exception du ratio de capital total. Nos résultats sont affectés principalement par la persistance des taux d'intérêt élevés et par l'environnement inflationniste par rapport aux projections énoncées dans le plan. Les taux d'intérêt plus élevés et l'inflation ont eu une incidence sur les coûts de la main-d'œuvre ainsi que des intrants et ont amené les clients à retarder les dépenses et les projets non essentiels afin de gérer leurs risques, leurs flux de trésorerie et leurs rendements. Les recettes monétaires agricoles inférieures aux projections énoncées dans le plan, en raison de la baisse des prix des produits et des niveaux de production, ont également joué un rôle à cet égard. Ces facteurs liés à l'environnement d'exploitation se traduisent par une croissance du portefeuille inférieure aux projections du plan, ainsi que par une baisse de la marge d'intérêt nette et du bénéfice net. La baisse du bénéfice net est également susceptible de contribuer à un ratio d'efficacité supérieur aux projections du plan, malgré des frais d'administration inférieurs.

Notre ratio de capital total devrait être plus élevé à la fin de l'exercice par suite de la mise en œuvre des réformes de Bâle III, qui prévoient une comptabilisation accrue des niveaux de garantie de prêt au moment d'évaluer la pondération fondée sur le risque. Cela se traduira par une diminution de nos actifs pondérés en fonction des risques. Notre portefeuille est composé de prêts généralement bien garantis, ce qui relèvera notre ratio de capital total par rapport aux projections du plan. Nous continuons de surveiller et d'évaluer le rendement selon d'autres mesures, notamment la qualité du crédit.

Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels consolidés condensés, conformément à la Directive du Conseil du Trésor du Canada sur les normes comptables : GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État, ainsi que des contrôles internes qu'elle juge nécessaires à la préparation d'états financiers trimestriels consolidés condensés exempts d'anomalies significatives. La direction est également responsable de veiller à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels consolidés condensés.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels consolidés condensés non audités donnent, à tous les égards importants, une représentation fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la société, à la date des états financiers trimestriels consolidés condensés et pour les périodes visées y afférentes.



Justine Hendricks, MBA
Présidente-directrice générale



Corinna Mitchell-Beaudin, CPA, CA, CFA
Vice-présidente exécutive et cheffe des finances

Regina, Canada
Le 22 février 2024

Bilan consolidé

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Au 31 décembre 2023	Au 31 mars 2023 ⁽¹⁾
Actif		
Espèces et quasi-espèces	1 446	1 782
Placements à court terme	551	222
Créances et charges payées d'avance	33	39
Prêts		
Total des prêts (note 3)	50 788	47 881
Provision pour pertes sur prêts (note 4)	(175)	(165)
Prêts nets	50 613	47 716
Autres prêts nets	27	26
Placements à la juste valeur	149	131
Participation dans des entreprises associées	65	62
Actifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi	301	292
Immobilisations corporelles	182	182
Actifs incorporels	9	10
Autres actifs	5	5
Total de l'actif	53 381	50 467
Passif		
Créditeurs et charges à payer	81	92
Emprunts		
Dette à court terme (note 5)	8 492	7 697
Dette à long terme (note 5)	35 739	33 672
Total des emprunts	44 231	41 369
Passifs au titre des prêts Transfert	172	180
Passifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi	89	84
Passifs liés aux contrats de location	163	160
Autres passifs	4	5
Total du passif	44 740	41 890
Capitaux propres		
Capital d'apport	-	250
Bénéfices non répartis	8 641	8 327
Total des capitaux propres	8 641	8 577
Total du passif et des capitaux propres	53 381	50 467

⁽¹⁾ La présentation des données comparatives a été mise à jour en fonction de la présentation actuelle en millions de dollars canadiens. Voir la note 2.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers trimestriels consolidés condensés.

État consolidé des résultats

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Période de trois mois terminée le		Période de neuf mois terminée le	
	31 décembre 2023	31 décembre 2022 ⁽¹⁾	31 décembre 2023	31 décembre 2022 ⁽¹⁾
Intérêts créditeurs	723	610	2 079	1 594
Intérêts débiteurs	(377)	(269)	(1 059)	(567)
Intérêts créditeurs nets	346	341	1 020	1 027
Revenu tiré de l'assurance	6	3	15	12
Perte nette résultant de la participation dans des entreprises associées	(5)	(4)	(10)	(7)
Gain net (perte nette) tiré des instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat	-	13	(3)	14
Autres charges	-	(1)	(3)	-
Produits autres que d'intérêts	1	11	(1)	19
Total des revenus	347	352	1 019	1 046
Charge pour pertes sur prêts	(27)	(47)	(54)	(87)
Frais d'administration	(149)	(137)	(441)	(392)
Bénéfice net	171	168	524	567

⁽¹⁾ La présentation des données comparatives a été mise à jour en fonction de la présentation actuelle en millions de dollars canadiens. Voir la note 2.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers trimestriels consolidés condensés.

État consolidé des variations des capitaux propres

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Solde au 30 septembre 2023	Bénéfice net	Dividende versé	Solde au 31 décembre 2023
Bénéfices non répartis	8 470	171	-	8 641
Total	8 470	171	-	8 641

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Solde au 30 septembre 2022 ⁽¹⁾	Bénéfice net	Dividende versé	Solde au 31 décembre 2022 ⁽¹⁾
Capital d'apport	250	-	-	250
Bénéfices non répartis	8 004	168	-	8 172
Total	8 254	168	-	8 422

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Solde au 31 mars 2023 ⁽¹⁾	Bénéfice net	Dividende versé	Solde au 31 décembre 2023
Capital d'apport	250	-	(250)	-
Bénéfices non répartis	8 327	524	(210)	8 641
Total	8 577	524	(460)	8 641

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Solde au 31 mars 2022 ⁽¹⁾	Bénéfice net	Dividende versé	Solde au 31 décembre 2022 ⁽¹⁾
Capital d'apport	500	-	(250)	250
Bénéfices non répartis	8 076	567	(471)	8 172
Total	8 576	567	(721)	8 422

⁽¹⁾ La présentation des données comparatives a été mise à jour en fonction de la présentation actuelle en millions de dollars canadiens. Voir la note 2.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers trimestriels consolidés condensés.

État consolidé des flux de trésorerie

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Période de trois mois terminée le		Période de neuf mois terminée le	
	31 décembre 2023	31 décembre 2022 ⁽¹⁾	31 décembre 2023	31 décembre 2022 ⁽¹⁾
Activités d'exploitation				
Bénéfice net	171	168	524	567
Ajustements pour déterminer les (sorties) rentrées nettes liées aux activités d'exploitation :				
Intérêts créditeurs ⁽²⁾	(723)	(610)	(2 079)	(1 594)
Intérêts débiteurs ⁽²⁾	377	269	1 059	567
Charge pour pertes sur prêts	27	47	54	87
(Gain net non réalisé) perte nette non réalisée tirée des instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat ⁽²⁾	-	(13)	6	(14)
Pertes nettes résultant de la participation dans des entreprises associées	5	4	10	7
Amortissement	8	8	23	24
Charges (revenus) diverses	13	(6)	10	(56)
Perte de valeur sur les actifs destinés à la vente	-	-	-	2
Produits de la vente du portefeuille de crédit-bail	-	-	-	172
Sorties de fonds nettes liées aux prêts	(733)	(534)	(2 935)	(3 563)
(Sorties) rentrées de fonds nettes liées aux contrats de location-financement	-	(1)	-	7
Variation nette des autres actifs et passifs d'exploitation	6	19	(19)	(2)
Intérêts reçus	820	671	2 037	1 513
Intérêts payés	(400)	(251)	(1 035)	(477)
Sorties de fonds liées aux activités d'exploitation	(429)	(229)	(2 345)	(2 760)
Activités de placement				
Achat de placements à court terme	(239)	(172)	(1 089)	(573)
Produits de l'arrivée à échéance de placements à court terme	268	111	767	566
Décaissements liés à d'autres prêts	-	-	-	(1)
Remboursements liés à d'autres prêts	1	4	1	15
Acquisition de placements à la juste valeur	(7)	(2)	(27)	(32)
Produits de la vente et remboursement de placements à la juste valeur	-	-	4	-
Décaissements liés à la participation dans des entreprises associées	(4)	(10)	(13)	(17)
Remboursements liés à la participation dans des entreprises associées	-	2	-	2
Achat d'immobilisations corporelles	(2)	(2)	(5)	(8)
Produit sur la cession d'immobilisations corporelles	-	-	-	5
Achat d'actifs incorporels	(2)	(2)	(3)	(6)
Rentrées (sorties) de fonds liées aux activités de placement	15	(71)	(365)	(49)
Activités de financement				
Dettes à long terme émises	2 275	2 214	7 812	8 782
Dettes à long terme remboursées	(1 508)	(1 859)	(4 252)	(4 737)
Dettes à court terme émises	3 505	3 110	10 390	9 351
Dettes à court terme remboursées	(3 760)	(3 219)	(11 104)	(9 602)
Remboursement de capital relatif aux passifs liés aux contrats de location	(3)	(4)	(11)	(11)
Dividende versé	-	-	(460)	(721)
Rentrées de fonds liées aux activités de financement	509	242	2 375	3 062
Variation des espèces et quasi-espèces	95	(58)	(335)	253
Espèces et quasi-espèces au début de la période	1 354	1 754	1 782	1 439
Effet des variations du taux de change sur le solde des sommes détenues et exigibles en devises étrangères	(3)	(1)	(1)	3
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période	1 446	1 695	1 446	1 695
Les espèces et quasi-espèces comprennent :				
Espèces	1 355	1 233	1 355	1 233
Placements à court terme	91	462	91	462

⁽¹⁾ La présentation des données comparatives a été mise à jour en fonction de la présentation actuelle en millions de dollars canadiens. Voir la note 2.

⁽²⁾ Les données comparatives ont été reclassées. Voir la note 4 du rapport annuel daté du 31 mars 2023.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers trimestriels consolidés condensés.

Notes complémentaires aux états financiers trimestriels consolidés condensés (non audités)

1. Principales conventions comptables

Mode de présentation

Les présents états financiers trimestriels consolidés condensés non audités (états financiers trimestriels) ont été dressés conformément à la Directive du Conseil du Trésor du Canada sur les normes comptables : GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État.

Ces états financiers trimestriels ne contiennent pas tous les renseignements qui doivent figurer dans les états financiers annuels complets et doivent être lus en parallèle avec les états financiers annuels audités de l'exercice terminé le 31 mars 2023.

À moins d'indication contraire, les états financiers sont présentés en millions de dollars canadiens, soit la monnaie de fonctionnement de Financement agricole Canada (FAC). Certaines données comparatives ont été omises aux fins de conformité avec la présentation en millions de dollars canadiens adoptée pour l'exercice en cours (en milliers de dollars canadiens au 31 mars 2023).

Ces états financiers trimestriels présentent les résultats des périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2023, et leur communication a été approuvée et autorisée par le Comité d'audit du Conseil d'administration le 22 février 2024.

Méthodes comptables

Les méthodes comptables adoptées dans le cadre de la préparation de ces états financiers trimestriels sont conformes à celles qui ont été appliquées aux états financiers annuels audités de l'exercice terminé le 31 mars 2023.

Estimations et jugements importants de la direction

La préparation des états financiers trimestriels exige que la direction formule des jugements, des estimations et des hypothèses concernant l'avenir qui influent sur les montants présentés dans les états financiers trimestriels et les notes complémentaires. Ces jugements, estimations et hypothèses font l'objet d'une évaluation continue fondée sur les données antérieures et d'autres facteurs, dont les événements prévus et jugés plausibles dans les circonstances. Les résultats réels peuvent différer de ces jugements, estimations et hypothèses.

Pour obtenir des renseignements sur les jugements, les estimations et les hypothèses qui ont la plus grande incidence sur les montants inscrits dans les états financiers trimestriels, consultez les notes correspondantes des états financiers annuels audités de l'exercice terminé le 31 mars 2023.

2. Présentation des données comparatives

Auparavant, les états financiers de FAC étaient libellés en milliers de dollars. Ils sont maintenant présentés en millions de dollars.

3. Prêts nets

	Terme jusqu'à échéance			Au
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	31 décembre 2023
Taux variable	4 391	10 121	294	14 806
Taux fixe	4 299	22 736	8 982	36 017
Prêts bruts	8 690	32 857	9 276	50 823
Commissions sur prêts reportées				(35)
Total des prêts				50 788
Provision pour pertes sur prêts (note 4)				(175)
Prêts nets				50 613

	Terme jusqu'à échéance			Au
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	31 mars 2023
Taux variable	3 667	9 606	245	13 518
Taux fixe	3 205	21 060	10 137	34 402
Prêts bruts	6 872	30 666	10 382	47 920
Commissions sur prêts reportées				(39)
Total des prêts				47 881
Provision pour pertes sur prêts (note 4)				(165)
Prêts nets				47 716

Concentration du risque de crédit

Les tableaux suivants présentent la concentration des prêts bruts et des prêts douteux par secteur et par région géographique.

Répartition par secteur

	Au 31 décembre 2023		Au 31 mars 2023	
	Prêts bruts	Prêts douteux	Prêts bruts	Prêts douteux
Céréales et oléagineux	16 060	182	15 317	209
Produits laitiers	7 401	26	7 238	37
Agroentreprise	5 962	109	6 117	62
Bœuf	4 237	79	3 900	120
Autres	3 371	79	3 225	89
Volaille	3 355	22	3 244	10
Alliances	2 587	16	1 765	17
Agroalimentaire	2 528	119	2 132	154
Serres	2 190	79	1 987	19
Porc	1 653	12	1 568	57
Fruits	1 479	60	1 427	40
Total	50 823	783	47 920	814

Répartition géographique

	Au 31 décembre 2023		Au 31 mars 2023	
	Prêts bruts	Prêts douteux	Prêts bruts	Prêts douteux
Ontario	15 323	126	14 326	92
Saskatchewan	9 419	128	8 720	144
Alberta	9 196	128	8 538	182
Québec	7 127	168	6 854	158
Colombie-Britannique	4 327	125	4 244	102
Manitoba	3 828	66	3 763	61
Atlantique	1 603	42	1 475	75
Total	50 823	783	47 920	814

4. Provision pour pertes sur prêts – prêts

Au 31 décembre 2023	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Provision pour pertes sur prêts au début de l'exercice	45	29	91	165
Transfert au stade 1	10	(6)	(4)	–
Transfert au stade 2	(4)	61	(57)	–
Transfert au stade 3	(1)	(9)	10	–
Variations attribuables aux nouveaux prêts constitués	23	4	13	40
Prêts décomptabilisés au cours de la période	(9)	(2)	(10)	(21)
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(11)	(38)	91	42
Radiations	–	(2)	(50)	(52)
Recouvrement de sommes précédemment radiées	–	–	1	1
Provision totale	53	37	85	175

Au 31 mars 2023	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Provision pour pertes sur prêts au début de l'exercice	45	31	34	110
Transfert au stade 1	20	(16)	(4)	–
Transfert au stade 2	(6)	51	(45)	–
Transfert au stade 3	(5)	(12)	17	–
Variations attribuables aux nouveaux prêts constitués	36	4	6	46
Prêts décomptabilisés au cours de la période	(17)	(4)	(12)	(33)
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(28)	(24)	148	96
Radiations	–	(1)	(54)	(55)
Recouvrement de sommes précédemment radiées	–	–	1	1
Provision totale	45	29	91	165

5. Emprunts

Dette à court terme

	Au 31 décembre 2023	Au 31 mars 2023
Emprunts auprès du gouvernement du Canada		
Emprunts à taux variable	307	325
Emprunts à taux fixe	7 289	6 425
	7 596	6 750
Emprunts auprès des marchés financiers		
Billets à ordre à taux fixe en dollars américains ⁽¹⁾	896	947
Total	8 492	7 697

⁽¹⁾ 675 millions de dollars américains (699 millions de dollars américains au 31 mars 2023)

Dette à long terme

	Au 31 décembre 2023	Au 31 mars 2023
Emprunts auprès du gouvernement du Canada		
Emprunts à taux variable	14 578	13 659
Emprunts à taux fixe	21 161	20 013
Total	35 739	33 672